



## Le phénomène supranational à la rescousse des entités infra-étatiques ? Le cas de l'Ecosse au sein de l'Union européenne

*Camille Schmitz*



1. Introduction
2. Les impacts de la globalisation et de l'intégration européenne sur l'Etat et les entités infra-étatiques
3. Le SNP face à la naissance du projet européen : entre inquiétudes socio-économiques et jalousie de souveraineté
4. *“Independence in Europe”* : le projet du SNP depuis les années 1980
  - 4.1. L'Union européenne comme alternative à l'Union britannique
  - 4.2. Une indépendance toute relative dans un monde interdépendant
  - 4.3. « Independence in Europe » : une question d'image également
5. Dans quelle mesure l'intégration européenne a-t-elle transformé la nature du nationalisme écossais ?
  - 5.1. D'un nationalisme exclusif à un nationalisme civique, ouvert sur le monde et « post-souverain »
  - 5.2. Un nationalisme réflexif ?
  - 5.3. Pourquoi l'indépendance malgré tout ?
6. Conclusion

**CEFIR Working Paper No 10**  
**Février 2022**

# LE PHENOMENE SUPRANATIONAL A LA RESCOUSSE DES ENTITES INFRA-ETATIQUES ? LE CAS DE L'ECOSSE AU SEIN DE L'UNION EUROPEENNES

---

*Camille Schmitz*

## Abstract:

Cet article examine, dans un premier temps, les impacts de l'intégration supranationale et de la globalisation sur l'Etat et les atouts que ces phénomènes représentent pour les entités infra-étatiques revendiquant plus d'autonomie, voire l'indépendance. La littérature, à ce sujet, montre que l'Union européenne (UE) tend à susciter des aspirations nationales au sein de certaines régions, principalement parce qu'elle offre une certaine garantie de prospérité économique, mais aussi parce qu'elle fournit un cadre politique rassurant. Dans un deuxième temps, cet article analyse le cas du *Scottish National Party* (SNP), qui était au départ très critique et opposé à la construction européenne, avant de lier et d'inscrire son projet d'indépendance au sein de l'UE. Ceci permet de mettre en lumière les différents facteurs qui ont poussé à ce changement d'attitude de la part du SNP et d'étudier dans quelle mesure l'intégration européenne a transformé le nationalisme et la conception de la souveraineté de ce mouvement indépendantiste.

**Mots clés :** supranationalisme, régionalisme, entités infra-étatiques, Ecosse, Scottish National Party, Union européenne

## 1. Introduction

L'on constate depuis plusieurs décennies une montée des nationalismes au sein d'entités infra-étatiques en Europe, dont certaines vont jusqu'à revendiquer l'indépendance tout en déclarant vouloir rester membre de l'Union européenne (ci-après UE). Pour certains observateurs, cela constitue un paradoxe : vouloir s'autonomiser de l'Etat central afin de profiter de davantage de compétences tout en souhaitant rejoindre une structure supranationale qui récupèrera en définitive une partie des compétences récemment acquises ? A première vue, il pourrait en effet sembler que ces ambitions soient contradictoires. Néanmoins, la littérature explique cette volonté d'autonomisation (voire d'indépendance) concomitante à la volonté d'adhésion à l'UE par le fait que cette dernière représente un cadre supranational qui serait à même de protéger ces entités infra-étatiques et de garantir leur survie économique grâce à son marché unique. Cela fait d'ailleurs dire à plusieurs chercheurs que l'UE favoriserait de la sorte, bien qu'involontairement, une poussée de revendications autonomistes ou indépendantistes au sein de certaines régions européennes (par exemple, Ecosse, Catalogne, Flandre)<sup>1</sup>.

L'Ecosse, l'une des quatre nations constitutives du Royaume-Uni, connaît un important mouvement nationaliste qui revendique l'indépendance et est incarné majoritairement par le *Scottish National Party* (ci-après SNP). Si le SNP est perçu comme un parti pro-européen et envisage l'indépendance de l'Ecosse au sein de l'UE

depuis les années 1980, cela n'a pas toujours été le cas. En effet, à ses débuts, le parti était caractérisé par un nationalisme exclusif et poursuivait l'objectif de « *Independence nothing less* »<sup>2</sup>. Autrement dit, il n'acceptait aucune autre forme que la souveraineté totale et absolue, et rejetait par conséquent le projet européen. Il apparaît, dès lors, intéressant de chercher à identifier et à comprendre les différents facteurs qui ont contribué au changement d'attitude du parti nationaliste écossais vis-à-vis de la construction européenne, ainsi que de se poser la question de savoir si l'intégration européenne aurait transformé la nature du nationalisme écossais (ou la nature de son projet d'indépendance).

Cet article tentera de répondre à ces différentes questions en étant structuré comme suit. Dans la première partie, les principales incidences de la globalisation et de l'intégration européenne sur l'Etat et les opportunités que ces phénomènes engendrent pour les entités infra-étatiques sont présentées. La deuxième partie expose les raisons de la réticence initiale de l'Ecosse et plus spécifiquement du SNP à l'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté économique européenne (ci-après CEE). La troisième partie cherche à comprendre pourquoi le SNP est ensuite devenu bien plus favorable au projet européen. Enfin, dans la quatrième partie, il s'agira d'examiner comment le nationalisme écossais incarné par le SNP a évolué sous l'influence de la construction européenne et, plus récemment, suite au Brexit.

<sup>1</sup> Notamment : Stéphane Paquin, Frank Tétart, Yves Petit, Neil Walker, Michael Keating.

<sup>2</sup> ELIAS, A., « Making the economic case for independence: The Scottish National Party's

electoral strategy in post-devolution Scotland », *Regional and Federal Studies*, vol. 29, n°1, 2019, pp. 1-23.

## **2. Les impacts de la globalisation et de l'intégration européenne sur l'Etat et les entités infra-étatiques**

L'Etat-nation, au sortir de la deuxième guerre mondiale, était une entité souveraine 1) dont les frontières étaient fixes, 2) composée d'une économie, d'une société et d'un système politique nationaux, et 3) qui poursuivait des politiques de croissance et de l'emploi, fournissait des services publics et garantissait une certaine sécurité sociale (Etat-providence). Tel était du moins le modèle que les Gouvernements aspiraient à suivre, ce qui les poussait d'ailleurs à défendre l'unité nationale. Par conséquent, la vision dominante de la souveraineté était que celle-ci devait être inaliénable et indivisible tant sur le plan interne que sur le plan externe ; en d'autres termes, aucune autre source d'autorité que celle de l'Etat-nation n'était reconnue comme légitime. Néanmoins, une série de phénomènes affectent et transforment l'Etat depuis les années 1970<sup>3</sup>.

En effet, la globalisation, la libéralisation du commerce, les flux de biens et de capitaux affectent la capacité de l'Etat à adopter des politiques macro-économiques<sup>4</sup>. Par ailleurs, l'intégration européenne et le régionalisme<sup>5</sup> sont deux phénomènes qui concourent aussi à altérer l'Etat-nation dans le sens où celui-ci délègue une partie de ses compétences à un niveau supranational et à

un niveau infra-étatique<sup>6</sup>. Comme l'exprime Keating, « European integration and regionalism will weaken the State by eroding its authority and functional competence simultaneously from above and below »<sup>7</sup>.

Au fil de l'intégration européenne, les Etats membres ont transféré certaines matières au niveau européen et ont donc perdu leur « pouvoir de décision » unilatéral ou individuel sur celles-ci puisque les processus décisionnels européens impliquent une multitude d'acteurs et requièrent dans certains cas la majorité qualifiée<sup>8</sup>. Il en résulte une souveraineté partagée au niveau de l'UE et une limitation de la souveraineté des Etats dans des domaines significatifs tels que la justice, le commerce, la monnaie ou encore les frais de douane<sup>9</sup>. A cet égard, plusieurs observateurs considèrent que l'UE affaiblirait les Etats membres car elle les prive de larges marges de manœuvre en ce qui concerne les matières transférées<sup>10</sup>.

En outre, selon certains auteurs, l'intégration européenne favoriserait l'émergence de mouvements indépendantistes au sein des Etats membres pour plusieurs raisons. D'après Tétart, les Etats perdent des parts de leur souveraineté au profit de l'UE « si bien que les régions voient dans cette nouvelle construction institutionnelle une alliée, dont la tutelle

<sup>3</sup> CETRÀ, D. et LIÑEIRA, R., « Breaking-up within Europe: Sub-state Nationalist Strategies in Multilevel Politics », *Journal of Common Market Studies*, vol. 56, n°3, 2018, p. 718.

<sup>4</sup> *Ibid.*, pp. 718-719.

<sup>5</sup> Le terme « régionalisme » est à comprendre ici comme étant le phénomène qui voit des régions infra-étatiques demander une certaine autonomie à l'Etat central dont elles font partie.

<sup>6</sup> KEATING, M., « Europeanism and Regionalism », dans JONES, B., et KEATING, M.,

*The European Union and the Regions*, Oxford, Oxford University Press, 1995, p. 1.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 10.

<sup>8</sup> MARTI, G., « Ce que l'Union européenne fait à l'Etat. Recherches sur l'incidence de l'appartenance à l'Union européenne sur les Etats-nations », *Civitas Europa*, vol. 38, n°1, 2017, p. 323.

<sup>9</sup> CETRÀ et LIÑEIRA, *op. cit.*, p. 718.

<sup>10</sup> PETIT, Y., « L'intégration de l'Union européenne : facteur de fragmentation nationale ? », *Civitas Europa*, vol. 38, n°1, 2017, p. 413.

leur paraît en définitive plus flexible que celle exercée par leur propre Etat [...] »<sup>11</sup>. L'UE serait donc perçue comme une structure externe bienveillante et bénéfique par les mouvements régionalistes et/ou indépendantistes<sup>12</sup>. Dans ce sens, ces mouvements ont développé certaines attentes vis-à-vis de l'UE pour la reconnaissance de leurs demandes à s'autodéterminer en raison de principes que l'UE défend et promeut, et auxquels ils sont eux-mêmes très attachés. L'on peut citer, entre autres : la protection des minorités et le respect du pluralisme, la démocratie et la liberté, la citoyenneté européenne. Par conséquent, ces mouvements infra-étatiques espèrent un soutien, voire une bénédiction de la part de l'UE si leur indépendance est un jour obtenue de façon démocratique et non-violente<sup>13</sup>. Certains vont jusqu'à dire que l'UE privilégierait ou valoriserait les régions parce qu'elle leur confère un statut via le Comité des Régions, élabore des politiques spécialement dirigées vers celles-ci et non pas à destination des Etats, tel le fond FEDER ou encore la protection des particularités culturelles<sup>14</sup>.

Par ailleurs, l'on peut constater que les entités infra-étatiques deviennent des acteurs politiques de plus en plus importants

grâce au principe de subsidiarité<sup>15</sup> et du fait que les politiques européennes affectent souvent les matières dévolues aux régions<sup>16</sup>. Ces acteurs sont donc impliqués dans la mise en œuvre de politiques régionales, ce qui engendre une « régionalisation des enjeux » et une plus forte activité transnationale entre les régions qui ouvrent des bureaux de liaison à travers l'Europe, coopèrent sur des projets interrégionaux, créent des associations et autres<sup>17</sup>.

De ce fait, l'UE est aujourd'hui un nouvel espace d'action, un nouveau terrain de jeu pour ces acteurs qui tentent de faire entendre leur voix<sup>18</sup>. En effet, l'ouverture de tels bureaux de représentation à Bruxelles leur permet de défendre leurs intérêts<sup>19</sup> et de s'insérer dans des réseaux transnationaux sans avoir à être en compétition avec leur Etat central. Ils peuvent alors forger des alliances avec d'autres régions et entrer directement en contact avec d'autres Etats membres, mais également avec des institutions européennes<sup>20</sup>. En d'autres termes, « [l'intégration européenne] participe directement au changement d'échelle de la gouvernance territoriale. Elle peut en effet être analysée comme une nouvelle structure d'opportunités, fournissant des ressources inédites aux

<sup>11</sup> TETART, F., *Nationalismes régionaux : un défi pour l'Europe*, Louvain-La-Neuve, De Boeck, 2009, p. 65.

<sup>12</sup> GOUNIN, Y., « Les dynamiques d'éclatements d'États dans l'Union européenne : casse-tête juridique, défi politique », *Politique étrangère*, Hiver n°4, 2013, p. 12.

<sup>13</sup> REQUEJO, F. et NAGEL, K.-J., « Democracy and borders: external and internal secession in the European Union », dans JORDANA, J. et al. (eds.), *Changing borders in Europe: exploring the dynamics of integration, differentiation, and self-determination in the European Union*, New York, Routledge, 2019, p. 154.

<sup>14</sup> PETIT, *op. cit.*, pp. 415-416.

<sup>15</sup> *Ibid.*, pp. 414-415.

<sup>16</sup> HEPBURN, E. et MCLOUGHLIN, P. J., « Celtic Nationalism and Supranationalism: Comparing Scottish and Northern Ireland Party Responses to Europe », *The British Journal of Politics and International Relations*, vol. 13, n°3, 2010, p. 385.

<sup>17</sup> KERNALEGENN, T. et PASQUIER, R., « Les régions contre l'Etat ? Capacité politique et fragmentation territoriale en Europe », *Droit et société*, vol. 98, n°1, 2018, p. 76.

<sup>18</sup> HEPBURN, et MCLOUGHLIN, *op. cit.*, pp. 384-385.

<sup>19</sup> PETIT, *op. cit.*, p. 417.

<sup>20</sup> KEATING, M., *Plurinational Democracy: Stateless Nations in a Post-Sovereign Era*, Oxford, Oxford University Press, 2001, p. 154.

acteurs territoriaux pour renforcer leurs positions vis-à-vis des administrations centrales »<sup>21</sup>. Keating soulève également que grâce à ces différents canaux et réseaux, les régions apprennent l'une de l'autre en partageant leurs expériences, leurs problèmes et leurs politiques. Elles sont ainsi en mesure de « [learn] how to adapt each others' experiences to their own cultures, institutions, and problems »<sup>22</sup>.

Ce changement d'échelle et ces ouvertures permettent à ces entités infra-étatiques de se projeter sur la scène européenne et internationale en tant qu'acteur. Comme l'affirme Keating, les nations sans Etat ont l'opportunité, grâce à l'UE, de devenir des protagonistes en Europe et, bien que l'UE soit une association d'Etats, elle permet néanmoins aux acteurs régionaux de s'insérer dans le système multiniveaux de décision<sup>23</sup>.

En ce qui concerne l'économie, l'UE présente des avantages significatifs pour les entités régionales qui aspireraient à l'indépendance. Concrètement, le marché unique contrebalance de nombreux inconvénients que peut causer une sécession : grâce au cadre continental sans frontière physique et exempté de droits de douane, il offre de multiples possibilités de débouchés, permet la mobilité du capital, des biens et de la main d'œuvre, rend possibles des économies d'échelle et l'adoption d'une monnaie commune et d'une banque centrale<sup>24</sup>. Dans ce contexte, « [...] stateless nationalists have generally abandoned dreams of self-sufficiency or

economic autarky, and embraced global and regional free trade as an integral part of their policy prospectus »<sup>25</sup>.

Dans une perspective plus large, Keating considère que la globalisation et le nouvel ordre transnational ont favorisé l'émergence de tels nationalismes, mais donnent aussi des nouveaux moyens de les satisfaire, de les « accommoder ». Il soutient ainsi que :

« For some stateless nationalists, the new dispensation allows them to proceed to statehood without the economic or security risks which this might have posed in past epochs. Global and regional free trade regimes guarantee market access and take care of many of the externalities of independence, while the Pax Americana allows them to free-ride on a hegemonic security regime »<sup>26</sup>.

Autrement dit, les changements qu'a engendrés la globalisation font aujourd'hui apparaître l'indépendance comme étant un projet plus réalisable, plus faisable qu'auparavant<sup>27</sup>.

En définitive, il est généralement admis aujourd'hui que l'intégration européenne et la globalisation offrent de nouvelles opportunités aux entités infra-étatiques aspirant à plus d'autonomie voire l'indépendance, car, d'une part, elles

<sup>21</sup> KERNALEGENN et PASQUIER, *op. cit.*, p. 75.

<sup>22</sup> KEATING, « Europeanism and Regionalism », *op. cit.*, pp. 16-17.

<sup>23</sup> KEATING, *Plurinational Democracy, op. cit.*, pp. 152-153.

<sup>24</sup> PETIT, *op. cit.*, p. 425 ; CETRÀ et LIÑEIRA, *op. cit.*, p. 719.

<sup>25</sup> KEATING, *Plurinational Democracy, op. cit.*, p. 151.

<sup>26</sup> *Ibid.*, p. 136.

<sup>27</sup> PAQUIN, S., « Globalization, European integration and the rise of neo-nationalism in Scotland », *Nationalism and Ethnic Politics*, vol. 8, n°1, 2002, p. 62.

permettent un *empowerment* régional et transforment la nature même de la souveraineté et, d'autre part, elles réduisent les coûts que représente la séparation de l'Etat central grâce à l'intégration économique qu'elles engendrent.

Il convient à présent de se pencher sur le cas de l'Ecosse et plus particulièrement sur le SNP afin d'examiner les répercussions de ces deux phénomènes sur le nationalisme écossais et son projet d'indépendance.

### **3. Le SNP face à la naissance du projet européen : entre inquiétudes socio-économiques et jalousie de souveraineté**

Dans les années 1940-1950, le SNP était relativement favorable à l'idée du projet européen, mais dès la décennie suivante, le parti devint très réticent pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, il est important de noter que l'Ecosse traversait une période difficile dans les années 1960. En effet, son économie était à la traîne par rapport à l'économie britannique prise dans son ensemble, ses secteurs industriels traditionnels subissaient une forte concurrence internationale, sa production et ses salaires étaient en baisse<sup>28</sup>, tandis que la perte de l'Empire britannique privait les Ecossais d'exporter leurs produits vers des

marchés étrangers et d'importer des produits à bas prix<sup>29</sup>. En outre, le sentiment de « *Britishness* » faiblissait chez les Ecossais du fait de la chute de l'Empire, mais aussi des politiques centralisatrices du Gouvernement britannique d'après-guerre et de l'apparent désintérêt de celui-ci pour cette région périphérique. Une partie non-négligeable de la population se tourna alors vers le SNP qui promouvait un « *Scottishness* », c'est-à-dire une identité distincte de la Grande-Bretagne, et proposait un projet politique alternatif : l'indépendance tant de Londres que de Bruxelles<sup>30</sup>.

Le SNP – mais également les partis nationalistes irlandais et gallois, respectivement Sinn Féin et Plaid Cymru – percevait la Communauté économique européenne (CEE) d'un mauvais œil car elle était composée d'anciens empires coloniaux et apparaissait comme un instrument pouvant rendre sa grandeur d'antan à l'Angleterre et à son Empire<sup>31</sup>. De fait, un des arguments du Gouvernement britannique en faveur de l'adhésion était que la CEE pouvait compenser la perte de l'Empire britannique et permettre au Royaume-Uni d'exercer à nouveau un rôle influent en Europe<sup>32</sup>. Ce message n'était pas bien accueilli par le SNP qui craignait que ce projet n'entraîne encore une plus forte périphérialisation de l'Ecosse en termes économique, mais aussi politique<sup>33</sup>.

<sup>28</sup> DEVENNEY, A. D., « Joining Europe: Ireland, Scotland, and the Celtic Response to European Integration, 1961-1975 », *Journal of British Studies*, vol. 49, n°1, 2010, pp. 105-106.

<sup>29</sup> DIXON, K., « Le Retour du Chardon : Nationalisme et Dévolution en Ecosse (1967-1999) », *Etudes Anglaises*, vol. 5, n°4, 2006, p. 443.

<sup>30</sup> DEVENNEY, *op. cit.*, p. 106.

<sup>31</sup> SAUNDERS, R., « Brexit and Empire: 'Global Britain' and the Myth of Imperial Nostalgia », *The*

*Journal of Imperial and Commonwealth History*, vol. 48, n°6, 2020, pp. 1148-1149.

<sup>32</sup> JACKSON, B., *The case for Scottish independence – A history of nationalist political thought in modern Scotland*, Cambridge, Cambridge University Press, 2020, pp. 148-149.

<sup>33</sup> JONES, B. et KEATING, M., « Nations, Regions, and Europe: The UK Experience », dans JONES et KEATING, *op. cit.*, pp. 93-94.

Sur le plan économique, le SNP était hostile à la CEE, car il appréhendait la concurrence du marché européen, en particulier pour ses secteurs industriel, agricole et piscicole<sup>34</sup> et craignait que cela n'accroisse les inégalités socio-économiques. Par ailleurs, la CEE était vue comme promouvant le néolibéralisme et l'idéologie libre-marché des Tories, ce qui pourrait porter atteinte aux valeurs écossaises<sup>35</sup> et à son identité nationale<sup>36</sup>.

Sur le plan politique, le SNP émettait également des réserves. Il prédisait une mauvaise représentation des intérêts écossais au niveau européen puisqu'il reviendrait au Gouvernement britannique de prendre toutes les décisions, dans la mesure où il est l'entité souveraine et donc compétente pour les affaires internationales et européennes<sup>37</sup>. Précisons qu'à cette époque, la CEE ne prévoyait pas de participation pour les entités infra-étatiques<sup>38</sup>. Par conséquent, le SNP voyait la CEE comme un niveau institutionnel de plus qui pèserait sur l'Écosse<sup>39</sup> et qui, de surcroît, lui apparaissait comme une structure distante, élitiste, non-démocratique, centraliste (centralisante) et bureaucratique<sup>40</sup>, à l'instar du Gouvernement britannique à Londres<sup>41</sup>. La rhétorique du SNP consistait alors à dire que se lier à la CEE éloignait encore davantage l'Écosse de l'indépendance<sup>42</sup>. Dans ce contexte, le SNP prit fermement position contre l'adhésion du Royaume-Uni au sein

de la CEE en 1973 et milita pour sa sortie lors du référendum de 1975<sup>43</sup>.

Ainsi, dans les années 1960-1970, le projet d'indépendance du SNP visait la souveraineté totale et absolue tant du Royaume-Uni que de la CEE, avant d'évoluer vers le projet d'« *Independence in Europe* » dans les années 1980, comme ce fut exprimé (rétrospectivement) par un parlementaire du SNP que nous avons interviewé :

*« Originally, the philosophy of the SNP was a belief in total independence; 'we don't need England, we don't need the EU, we don't need anybody! We just want to be left alone and become independent! And put a tartan curtain around the country!'. We wanted to leave NATO, we wanted to leave all the treaty organisations. I guess from the '80s on, we kind of matured and kind of started to look pragmatically and think 'you know something, if we win independence, we're gonna have to live in the world!'. Which means we have to deal with other countries and we have to be part of other organisations and partnerships »<sup>44</sup>.*

<sup>34</sup> HEPBURN, E., « Scottish autonomy and European integration: The response of Scotland's political parties » dans KEATING, M. et MCGARRY, J., *European integration and the nationalities question*, London, Routledge, 2006, pp. 226-227.

<sup>35</sup> HEPBURN et MCLOUGHLIN, *op. cit.*, p. 388.

<sup>36</sup> DEVENNEY, *op. cit.*, p. 107.

<sup>37</sup> HEPBURN, *op. cit.*, p. 227.

<sup>38</sup> PAQUIN, *op. cit.*, p. 69.

<sup>39</sup> DEVENNEY, *op. cit.*, p. 110.

<sup>40</sup> JACKSON, *op. cit.*, p. 147.

<sup>41</sup> HEPBURN et MCLOUGHLIN, *op. cit.*, p. 388.

<sup>42</sup> DEVENNEY, *op. cit.*, p. 114.

<sup>43</sup> JACKSON, *op. cit.*, p. 147.

<sup>44</sup> Interview avec un SNP Member of the Scottish Parliament (ci-après MSP), le 6 février 2020 à Edimbourg.

#### **4. « Independence in Europe » : le projet du SNP depuis les années 1980**

A partir des années 1980, les membres du SNP se rendirent progressivement compte des limites de l'indépendance totale et des risques qu'elle comporte dans le contexte d'interdépendance économique<sup>45</sup>. C'est alors qu'ils regardèrent la CEE sous un autre angle et adoptèrent leur slogan « *Independence in Europe* » en 1988, autrement dit leur ambition fut d'accéder à l'indépendance tout en restant membre de la CEE. L'un des parlementaires du SNP interrogé résume les deux raisons principales qui expliquent cette position : « *we believe in the family of nations working together. I think I could probably say it's about the heart and the head. The heart believes in the principle of the EU, the head sees economic advantages of being part of that major trading block* »<sup>46</sup>.

##### **4.1. L'Union européenne comme alternative à l'Union britannique**

Durant les années 1980, les politiques de privatisation et de dérégulation du Gouvernement de Margaret Thatcher, ainsi que son projet de redorer le blason de la Grande-Bretagne sur la scène internationale en livrant une guerre à l'Argentine pour récupérer les îles Falkland en 1982 eurent pour conséquence de pousser davantage d'Écossais vers les nationalistes du SNP<sup>47</sup>. Et alors que le Gouvernement Thatcher s'éloignait de plus en plus du modèle de

l'Etat-providence – très cher aux yeux des Écossais – pour adopter ces politiques néolibérales<sup>48</sup>, la CEE de Jacques Delors et sa vision d'une Europe sociale étaient accueillies favorablement par le SNP<sup>49</sup>. Par conséquent, les membres du parti commencèrent à concevoir la CEE comme un cadre supranational propice au sein duquel l'indépendance de l'Écosse pourrait s'accomplir d'une façon plus douce et aisée<sup>50</sup>. Au même moment, le SNP voyait la République d'Irlande prospérer et associait cette réussite à l'intégration européenne. A la fin des années 1980, le SNP se prononça officiellement en faveur de la CEE et alla jusqu'à affirmer qu'elle pouvait être un tremplin pour l'indépendance écossaise. En effet, pour le SNP, la CEE remplacerait, en quelque sorte, l'ancienne Union britannique dysfonctionnelle qui ne sert plus les intérêts écossais par une nouvelle union moderne et progressiste au sein de laquelle l'Écosse trouverait sa place. Les nationalistes présentaient alors la situation comme un choix entre deux arrangements constitutionnels : l'indépendance dans l'Europe ou l'Union avec l'Angleterre de Thatcher<sup>51</sup>.

Sur le plan politique, le fait de pouvoir élire des représentants au Parlement européen fournissait un niveau électoral supplémentaire au SNP, qui en profita pour relayer ses idées, défendre ses intérêts sur la scène politique européenne et tenter d'avoir plus de poids dans l'orientation des politiques adoptées. Il faut également souligner le fait qu'avoir ses propres *Members of the European Parliament* (ci-

<sup>45</sup> JACKSON, *op. cit.*, p. 145.

<sup>46</sup> Interview avec un SNP MSP, le 5 février 2020 à Edimbourg.

<sup>47</sup> PAQUIN, *op. cit.*, pp. 66-67.

<sup>48</sup> LEYDIER, G., « Les années Thatcher en Écosse : l'Union remise en question », *Revue française de science politique*, vol. 44, n°6, 1994, pp. 1036-1039.

<sup>49</sup> HEPBURN et MCLOUGHLIN, *op. cit.*, pp. 388-389.

<sup>50</sup> *Ibid.*, p. 392 ; JACKSON, *op. cit.*, p. 149.

<sup>51</sup> THOMSEN, R. C., *Nationalism in Stateless Nations: Images of Self and Other in Scotland and Newfoundland*, Edinburgh, John Donald, 2010, pp. 84-86.

après *MEPs*) depuis 1979 a permis aux représentants du SNP de se distinguer du reste des eurodéputés britanniques ; en effet, c'est une institution au sein de laquelle ils pouvaient se présenter et se faire entendre directement en tant qu'Écossais et non pas en tant que Britanniques<sup>52</sup>. Il est par ailleurs intéressant de préciser que Winnie Ewing, figure emblématique du parti qui était au départ relativement eurosceptique, fut la première *MEP* issue du SNP à siéger au Parlement européen en 1979. Durant ses nombreux mandats de *MEP*, elle eut l'opportunité de découvrir cette institution européenne, de forger des liens avec d'autres régions européennes et d'en apprendre davantage sur la politique régionale<sup>53</sup>. Progressivement, elle devint une fervente partisane pro-européenne et incorpora ses idées au sein du parti, de même que Jim Sillars, un ancien du *Labour* qui rejoignit le SNP et contribua grandement au projet « *Independence in Europe* » en incitant le reste du parti à adhérer au principe de la souveraineté partagée<sup>54</sup>.

Si le SNP est aujourd'hui attaché à l'UE, c'est aussi parce que ses membres affirment que l'Écosse est une nation européenne qui entretient des liens économiques, culturels, sociaux, religieux avec le continent européen depuis de nombreux siècles. Selon eux, « *Scotland has always considered itself to be an outward-looking and to be a European. So I think that kind of fixes with*

*our sense of who we are* »<sup>55</sup>. Ils sont plusieurs à déclarer que leur histoire montre que les Écossais ont toujours été accueillants et favorables à la libre circulation des personnes et que leur adhésion à l'UE leur a permis de maintenir et de développer ce trait de caractère. Le manifeste du SNP pour les élections européennes de 2019 allait dans le même sens, soulignant le caractère européen de l'Écosse et de sa population. Par ailleurs, l'adhésion d'une Écosse indépendante à l'UE n'est pas justifiée par le SNP uniquement pour des raisons économiques, mais aussi pour les valeurs que le pays partage avec le continent<sup>56</sup> : démocratie, liberté, égalité, respect des droits de l'homme, Etat de droit et autres<sup>57</sup>. Un autre aspect que certains membres mettent en avant est que « *the European Union is a union of equal and independent Member States, whereas the UK is a deeply unequal union. To be honest, it's historically called a union, but it doesn't feel like a union!* »<sup>58</sup>. Le manifeste du SNP de 2019, ainsi que la *MP* Joanna Cherry<sup>59</sup>, affirmaient que les petites nations comme l'Irlande sont traitées avec plus de respect par l'UE que l'Écosse par le Royaume-Uni. Le SNP souhaite ainsi que l'Écosse puisse entretenir des relations économiques, politiques et sociales avec d'autres Etats sur un même pied d'égalité et considère que l'UE est à même de pouvoir garantir ces relations.

<sup>52</sup> HEPBURN et MCLOUGHLIN, *op. cit.*, p. 394.

<sup>53</sup> PAQUIN, *op. cit.*, p. 71.

<sup>54</sup> HEPBURN, *op. cit.*, pp. 227-228.

<sup>55</sup> Interview avec un SNP *MSP*, le 3 février 2020 à Edimbourg.

<sup>56</sup> Discours de Michael Russell, SNP *MSP* et *Cabinet Secretary for the Constitution, Europe and External Affairs* et de Ben Macpherson, SNP *MSP* et *Minister for Europe, Migration and International*

*Development* lors du « Missing EU Already – Brexit Day Protest Rally », le 31 janvier 2020 à Edimbourg.

<sup>57</sup> SNP, *European Election Manifesto 2019: Scotland's for Europe*, 2019, p. 2.

<sup>58</sup> Interview avec un SNP *MSP* et *Ministre* au sein du Gouv. écossais, le 3 février 2020 à Edimbourg.

<sup>59</sup> Discours de Joanna Cherry, SNP *Member of the UK Parliament* (ci-après *MP*) lors du « Missing EU Already – Brexit Day Protest Rally », le 31 janvier 2020 à Edimbourg.

## 4.2. Une indépendance toute relative dans un monde interdépendant

Comme expliqué plus haut, l'Etat-nation européen a été et continue d'être affecté à plusieurs niveaux : par le haut du fait de la globalisation et de l'intégration européenne ; par le bas en raison des revendications d'autonomie ou d'indépendance de la part d'entités infra-étatiques ; et par le côté via le poids des marchés et de la société civile<sup>60</sup>.

Dans ce contexte, le SNP s'est rendu à l'évidence que l'indépendance totale dans un monde interdépendant est toute relative<sup>61</sup>, voire irréaliste<sup>62</sup> et c'est en partie pourquoi il a adapté son projet d'indépendance en le libellant « *Independence in Europe* ». Nous l'avons évoqué, c'est grâce au processus d'intégration européenne et durant les premières années d'expérience de ses *MEPs* et autres membres pro-européens que le SNP s'est fait à l'idée de partager une part de la souveraineté avec d'autres nations au sein d'institutions supranationales et c'est ce qui a significativement rendu leur projet d'indépendance plus crédible selon Jackson<sup>63</sup>.

Jim Sillars, membre important du parti, œuvra sensiblement à promouvoir cette idée d'indépendance au sein de la CEE en avançant plusieurs arguments. Selon lui, la CEE avait à ce point transformé la souveraineté des Etats membres, dont l'Etat britannique, qu'il était totalement illusoire de continuer à chercher l'indépendance absolue et totale pour l'Ecosse dans ce

contexte. Néanmoins, son constat demeurait qu'étant donné que la CEE prenait des décisions majeures sur ce qui a trait notamment aux politiques sociales, à la monnaie, à la fiscalité, il était nécessaire que l'Ecosse ait une voix distincte de celle du Gouvernement britannique afin de défendre ses intérêts, d'influencer les débats et de jouir d'un droit de veto là où il est permis. L'indépendance écossaise au sein de la CEE était alors, selon lui, la meilleure option. D'autant que celle-ci permettrait de maintenir les mêmes relations commerciales, les mêmes accès aux marchés étrangers, le même cadre économique pour les entreprises et investisseurs, les mêmes liens sociaux grâce à la libre-circulation des personnes, et ce tant avec le Royaume-Uni qu'avec le continent européen, ce qui ne changerait pas fondamentalement la position de l'Ecosse<sup>64</sup>.

Nous l'avons vu, il est largement admis que l'intégration européenne réduit les coûts qu'engendrerait la sécession d'une entité infra-étatique de son Etat central. Le SNP est tout à fait conscient de cet état de fait et c'est l'une des raisons principales pour laquelle il tenait à demeurer au sein de l'UE avant le Brexit et pourquoi il veut absolument la rejoindre aujourd'hui. En effet, l'adhésion à l'UE permettrait à une Ecosse indépendante d'être économiquement viable, prospère et moins dépendante de l'Angleterre. Dans son manifeste pour les élections européennes de 2019, le parti affirme que le marché européen est huit fois plus important que celui du Royaume-Uni et que près de 300.000 emplois écossais dépendent de

<sup>60</sup> KEATING, *Plurinational Democracy*, *op. cit.*, pp. 134-136.

<sup>61</sup> SCHNAPPER, P., « From One Referendum to the Other: the Scottish Dimension to the Debate over

Europe », *Revue française de civilisation britannique*, XX-2, 2015, p. 2.

<sup>62</sup> THOMSEN, *op. cit.*, pp. 84-86.

<sup>63</sup> JACKSON, *op. cit.*, pp. 145-146.

<sup>64</sup> JACKSON, *op. cit.*, pp. 150-152.

cette adhésion. Il ajoute que les fonds octroyés par l'UE à l'Ecosse ont permis la construction de grandes infrastructures et l'amélioration de l'éducation. En outre, les réglementations ont renforcé le droit du travail, les standards environnementaux ont garanti la qualité de l'air, de l'eau et de l'alimentation et la libre circulation des personnes a permis à de nombreux citoyens européens de s'installer en Ecosse et de contribuer à son économie (dont les services publics et certains secteurs industriels) et à sa société<sup>65</sup>. Les interviewés soulignent aussi les avantages économiques du projet européen, défendent la place de l'Ecosse au sein de l'UE afin d'attirer davantage d'investissements et de main-d'œuvre qualifiée, mais aussi les avantages sociaux garantis grâce au droit des travailleurs et aux droits de l'homme, ainsi que les avantages culturels grâce aux programmes d'éducation<sup>66</sup>.

#### **4.3. « Independence in Europe » : une question d'image également**

Pour rappel, c'est durant les années du Gouvernement Thatcher – eurosceptique – que le SNP adopta une position favorable à la CEE et devint progressivement pro-UE. Ce contraste entre une Angleterre plus encline à l'euroscepticisme et une Ecosse plus europhile s'est significativement marqué lors du référendum sur le maintien du Royaume-Uni au sein de l'UE (Brexit) en 2016, à l'issue duquel 62% des Ecossais ont voté pour le maintien, tandis que 51,9% des Britanniques pris dans leur ensemble

ont voté pour le départ, entraînant par conséquent l'Ecosse dans la sortie. Depuis ces résultats, les membres du SNP ont à cœur de montrer l'Ecosse comme distincte du reste du Royaume-Uni qui apparaît, selon eux, tourné vers le passé, conservateur, protectionniste, voire isolationniste, en se rendant régulièrement sur le continent européen et à Bruxelles pour tenter d'expliquer la position difficile dans laquelle l'Ecosse se retrouve<sup>67</sup>. Il s'agit pour eux de « *make the case for Scotland* »<sup>68</sup> sur la scène européenne et internationale.

Notons que ces efforts visant à distinguer l'Ecosse du Royaume-Uni sont bien antérieurs au Brexit. En effet, grâce à la dévolution – qui permet le transfert de certaines matières de Londres vers Edimbourg et qui a entraîné la création d'un Parlement et d'un Gouvernement écossais en 1999 – l'Ecosse a pu établir des canaux de communication directe avec les institutions européennes, ouvrir ses propres bureaux de représentation à Bruxelles (*Scotland House Brussels*) et dans d'autres grandes villes européennes, ainsi que participer à des programmes européens<sup>69</sup> et conclure des accords de coopération avec la Catalogne et certains Länder allemands notamment<sup>70</sup>. Le Gouvernement écossais a ainsi progressivement développé une paradiplomatie, à laquelle le SNP a grandement contribué. La paradiplomatie est essentielle pour toute entité infra-étatique qui aspire à l'indépendance, car celle-ci doit être reconnue par d'autres Etats pour être effective sur la scène

<sup>65</sup> SNP, *European Election Manifesto 2019*, *op. cit.*, pp. 3-15.

<sup>66</sup> Interviews avec plusieurs SNP MSPs, en février 2020 à Edimbourg.

<sup>67</sup> Interviews avec plusieurs SNP MSPs, en février 2020 à Edimbourg.

<sup>68</sup> Interview avec un SNP MSP, le 3 février 2020 à Edimbourg.

<sup>69</sup> LAGANA, G., « Has the European Union empowered the regions? A pre- and post-Brexit preliminary investigation of the United Kingdom », *European Urban and Regional Studies*, vol. 28, n°1, 2021, p. 36.

<sup>70</sup> HEPBURN, *op. cit.*, p. 234.

internationale<sup>71</sup>. Le SNP en est pleinement conscient et c'est pourquoi il s'efforce de nouer des liens avec d'autres régions, villes et villages européens en développant des relations commerciales, mais aussi culturelles via des jumelages<sup>72</sup>. Dans son dernier manifeste électoral, le parti déclare soutenir la création d'un *Scottish Council for Global Affairs* afin de « develop critical thinking on international issues and Scotland's place in the world »<sup>73</sup>. Il ambitionne également de renforcer l'engagement international de l'Ecosse, promouvoir son image internationale (notamment en tant que leader dans la lutte contre le changement climatique et pour les droits de l'homme), attirer davantage de touristes et d'entreprises étrangères, mais aussi pour maintenir des liens forts avec la diaspora écossaise<sup>74</sup>.

Dans cette même veine, le SNP fait très attention à présenter l'indépendance de l'Ecosse comme la voie vers une plus grande ouverture à l'Europe et au monde, au contraire des « *Brexiters* » qui ont une frange isolationniste<sup>75</sup>. Pour eux, l'Ecosse est dorénavant « coincée » dans un Brexit contre lequel elle a pourtant voté et prendre son indépendance du Royaume-Uni est par conséquent la seule option pour rejoindre l'UE. Ainsi, il est essentiel selon eux de promouvoir une image positive, civique et inclusive du nationalisme écossais : « *[p]eople call us separatists, right? It's the opposite! Independence is the means of our connection and engagement with other people and other countries!* »<sup>76</sup>. Par ailleurs, ils insistent également sur le fait

<sup>71</sup> PAQUIN, *op. cit.*, p. 78.

<sup>72</sup> SNP, *SNP Manifesto 2021: Scotland's Future*, 2021, p. 53.

<sup>73</sup> *Ibid*, p. 73.

<sup>74</sup> *Ibid*, pp. 71-73.

<sup>75</sup> On retrouve plusieurs tendances chez les *Brexiters*, dont les deux principales sont

que l'indépendance leur permettrait de décider d'établir des partenariats, de coopérer avec d'autres Etats et même de partager certains pans de leur souveraineté :

*« [I]ndependance in modern world is effectively an enhanced devolution settlement anyway! Because we're all intertwined now! So it really is taking back those powers that we don't currently have from Westminster and then decide of what to do with them, and the ironic thing is, we may decide to share some! That would be our decision! Because that would be common sense, to share! [...] independence itself in a connected world doesn't build, isn't rebuild the Hadrian's Wall and tell everyone to go out! It's about us deciding what powers we use and what powers we share, who we're sharing it with and what's in the interests of the people »<sup>77</sup>.*

## **5. Dans quelle mesure l'intégration européenne a-t-elle transformé la nature du nationalisme écossais ?**

Pendant longtemps, l'objectif de l'autodétermination était la création d'un Etat indépendant et souverain. Mais aujourd'hui, ce processus peut mener à des arrangements constitutionnels différents, tels que le fédéralisme, la dévolution, ou

contradictoires : certains aspirent à une « Global Britain », d'autres à l'isolationnisme et un retour de l'Etat-providence.

<sup>76</sup> Interview avec un SNP MP, le 31 janvier 2020 à Edimbourg.

<sup>77</sup> Interview avec un SNP MSP, le 19 février 2020 à Edimbourg.

encore une souveraineté partagée au sein d'un ordre supranational à l'instar de l'Union européenne. Ce que l'on constate en tout cas c'est que l'Europe est devenue un espace « post-souverain » où l'on admet que les questions d'autodétermination, de frontières et de souveraineté puissent être négociées et faire l'objet de compromis<sup>78</sup>. Dans le cas écossais, nous avons vu que le SNP, à ses débuts, revendiquait l'indépendance totale et absolue, comme son slogan le laissait entendre : « *Independence nothing less* ». Mais au fil du temps, il s'est positionné pour un autre projet constitutionnel : « *Independence in Europe* ». La dernière partie de cet article s'intéresse dès lors à la question de savoir comment la construction européenne a influencé, voire transformé le nationalisme du SNP.

### **5.1. D'un nationalisme exclusif à un nationalisme civique, ouvert sur le monde et « post-souverain »**

Il paraît évident, à l'issue de cette recherche, que l'on puisse affirmer que l'intégration européenne a fait naître une conception différente de la souveraineté chez les membres du SNP ; ce point sera développé plus loin. Mais il nous semble également que la construction européenne ait influencé d'autres aspects du nationalisme écossais. En effet, il est particulièrement intéressant de relever que les années durant lesquelles le parti s'est ouvert au projet européen correspondent à la période où il faisait de moins en moins allusion à l'histoire de l'Ecosse en tant que nation historique et anciennement souveraine et faisait de plus

en plus référence à l'avenir, à une Ecosse moderne, progressiste et multiculturelle. Cela se remarque de façon très parlante dans son affirmation selon laquelle l'identité écossaise est le produit des personnes vivant en Ecosse et non pas uniquement des personnes nées en Ecosse ou ayant des origines écossaises<sup>79</sup>. Le SNP est donc passé d'un nationalisme culturel et qui était relativement exclusif à un nationalisme civique, inclusif et dénué d'un quelconque sens ethnique. Ceci corrobore les propos de Hepburn et McLoughlin selon qui : « European integration has encouraged SNRPs [stateless nationalist and regionalist parties] to adopt more civic and inclusive criteria for territorial membership »<sup>80</sup>. En devenant plus inclusif et en adoptant les valeurs européennes, ces mouvements apparaissent plus crédibles, ouverts à la diversité et à la libre circulation<sup>81</sup> et sont donc plus susceptibles de recevoir le soutien de partenaires européens.

C'est également durant cette période que le SNP abandonna son rêve d'indépendance autarcique et adhéra aux idées de libre-échange et libre-circulation. Comme l'exprime Paquin :

« the Scottish nationalists are not passively supporting globalization, they promote it by supporting the development of regional blocs and the liberalization of trade. In short, Scotland did not endorse free trade and European integration in spite of its nationalism; it endorsed free trade and

<sup>78</sup> KEATING, M. et al., « States, sovereignty, borders and self-determination in Europe », dans JORDANA, J. et al. (eds.), *op. cit.*, p. 11-12.

<sup>79</sup> SNP, *YES We Can Win the Best for Scotland – The SNP General Election Manifesto 1997* ; cité dans

LEITH, M. S., « Scottish National Party Representations of Scottishness and Scotland », *Politics*, vol. 28, n°2, 2008, p. 88.

<sup>80</sup> HEPBURN et MCLOUGHLIN, *op. cit.*, p. 385.

<sup>81</sup> *Loc. cit.*

European integration because of its nationalism. For the nationalist the development of a free trade zone reduces the expected costs of secession and provides some assurance as to the economic viability of a sovereign country »<sup>82</sup>.

Enfin, comme le souligne Keating, « [t]he European theme is increasingly used to frame nationalist demands in the UK, Spain, Belgium and, in the process, nationalism is itself tamed and modernized [...] »<sup>83</sup>. Progressivement, ces groupes nationalistes se sont rendus compte des limites contemporaines restreignant la souveraineté et ont pris conscience que « other ways of realizing nationhood can at least be imagined »<sup>84</sup>. Ainsi, « [a] crucial effect of the new European order is the way in which it throws into question the whole state-centred doctrine of sovereignty and opens up the possibility of new and pluralistic normative orders »<sup>85</sup>. Par conséquent, le SNP a renoncé à son illusion d'indépendance absolue au profit d'une stratégie « post-souverainiste » et pragmatique qui favorise la souveraineté partagée au sein d'un ordre européen qui le surplombe et au sein duquel l'Ecosse pourrait trouver sa juste place<sup>86</sup>.

## 5.2. Un nationalisme réflexif ?

Neil Walker propose une approche du nationalisme qui est tout à fait pertinente pour le cas d'étude qui nous occupe dans cet

article. En effet, il distingue le nationalisme téléologique du nationalisme réflexif. Le premier correspond à un nationalisme dit traditionnel qui se fixe pour objectif ultime l'obtention de la souveraineté, tout en proposant une série d'options provisoires et temporaires pour y parvenir (dévolution, autonomie, et autres). Le deuxième, par contre, correspond à un nationalisme évolutif qui se transforme et s'adapte aux circonstances changeantes du contexte socio-politico-institutionnel et à la population nationale (par exemple : qui est considéré comme Ecossais, qui peut participer au référendum, etc.). C'est un nationalisme autoréférentiel, dans le sens où ce que le mouvement nationaliste cherche avant tout est la reconnaissance de son droit à s'autodéterminer. Autrement dit, le mouvement se focalise davantage sur le processus d'autodétermination que sur la substance et le résultat de celui-ci<sup>87</sup>. Les stratégies développées par le SNP depuis le référendum sur le Brexit s'apparentent selon nous à un nationalisme réflexif qui s'illustre de façon très parlante dans son nouveau slogan « *Scotland's Right to Choose* »<sup>88</sup>. Ce dernier signifie que c'est à la nation écossaise qu'il revient de choisir de se prononcer sur l'opportunité de déterminer son avenir constitutionnel via un référendum d'indépendance (ci-après *Indyref*, selon le jargon écossais) et non pas au Gouvernement britannique. Autrement dit, il ne signifie pas « choisir l'indépendance », mais bien « choisir d'organiser un référendum d'indépendance », comme l'ont expliqué

<sup>82</sup> PAQUIN, *op. cit.*, p. 58.

<sup>83</sup> KEATING, *Plurinational Democracy, op. cit.*, p. 137.

<sup>84</sup> *Loc. cit.*

<sup>85</sup> *Ibid.*, p. 138.

<sup>86</sup> KEATING, M., « A Quarter Century of the Europe of the Regions », *Regional and Federal Studies*, vol. 18, n° 5, 2008, p. 632 ; HEPBURN, *op. cit.*, p. 232

<sup>87</sup> WALKER, N., « Teleological and reflexive nationalism in the new Europe », dans JORDANA, J. et al. (eds.), *op. cit.*, pp. 163-180.

<sup>88</sup> SNP, *SNP Manifesto 2019: Stronger for Scotland*, 2019, 52 p.

plusieurs SNP MSPs interrogés<sup>89</sup>. Le message que le SNP veut faire passer aux Écossais est qu'ils possèdent un droit démocratique à l'autodétermination<sup>90</sup> et qu'un vote en faveur du SNP lors d'élections (britanniques, écossaises) est un vote en faveur d'un *Indyref*, pas un vote en faveur de l'indépendance. C'est donc bien le droit à s'autodéterminer que le SNP réclame et tente de faire reconnaître par le Gouvernement britannique. Il faut d'ailleurs souligner que certains membres du SNP voient cette stratégie comme étant plus susceptible de recevoir le soutien de partenaires européens et internationaux, car la voie que propose le SNP vers l'indépendance se veut profondément démocratique et ne devrait dès lors pas se voir refusée ou niée par Londres<sup>91</sup>.

*« You know that quote 'no man has the right to fix the boundary to the march of a nation'. You can apply that to Mr Johnson! He doesn't have the right to say to Scotland, you know, 'thus far shall you go and no further'. He doesn't have that right. The right is with our people. And if they express their support for that to our party, that's a mandate from the people to make that happen! To choose, not to say 'yes', not to say 'yes', right? But to choose your own future! That's what we're saying, that's what Scottish*

*people are saying; we want the right to choose! »<sup>92</sup>.*

Une autre raison pour laquelle le parti tient à ce que, dans un premier temps, ce droit à un *Indyref* soit reconnu et à ce que, dans un deuxième temps, l'indépendance soit obtenue de façon démocratique est l'enjeu tant de la reconnaissance interne que de la reconnaissance internationale. Tous les représentants du SNP interrogés insistent sur la nécessité d'accéder à l'indépendance via un référendum qui ait été constitutionnellement autorisé par le Gouvernement central afin que le résultat soit accepté et reconnu internationalement. Comme le résume la citation suivante :

*« I don't understand how those other options [than an Indyref] would obtain independence in the way that was, first of all, legally beyond reproach and, secondly, would have international recognition. You have to show that consent of the people of Scotland to be independent! That's the key issue. [...] and you need to demonstrate that consent, not just to the UK, but to the whole of Europe and beyond! So, how else would you do it? [...] you need to follow a constitutional route! And you know, we are and always have been constitutional nationalists! »<sup>93</sup>.*

<sup>89</sup> Interview avec un SNP MSP et Ministre au sein du Gouvernement écossais, le 3 février 2020 à Edimbourg ; Interview avec un SNP MSP, le 18 février 2020 à Edimbourg.

<sup>90</sup> Interview avec un SNP MSP, le 5 février 2020 à Edimbourg.

<sup>91</sup> Interviews avec deux SNP MSP, les 6 et 18 février 2020 à Edimbourg ; Interview avec un SNP MP, le 7 février 2020 à Edimbourg.

<sup>92</sup> Interview avec un SNP MSP le 18 février 2020 à Edimbourg.

<sup>93</sup> Interview avec un SNP MSP et Ministre au sein du Gouv. écossais, le 18 février 2020 à Edimbourg.

Enfin, pour Walker, le nationalisme réflexif est également stratégique car il permet de convaincre les électeurs indécis quant à l'indépendance mais qui souhaitent tout de même pouvoir avoir le choix sur leur avenir en tant que nation. Par ailleurs, il considère que ce type de nationalisme est conciliable avec l'environnement « post-souverain » qu'est l'Europe d'aujourd'hui et qu'il qualifie de : « '3D' sovereign space (supranational EU, state and sub-national) [that] inevitably dilutes the material 'prize' of state sovereignty while, by also providing new institutional platforms and material incentives for regional representation, creating a more fluid environment of outcomes capable of accommodating less categorical forms of political nationalism »<sup>94</sup>.

### 5.3. Pourquoi l'indépendance malgré tout ?

A l'aune de ce qu'il vient d'être dit sur son nationalisme post-souverain et réflexif, l'on pourrait se demander pourquoi alors le SNP cherche tout de même à obtenir l'indépendance et non pas une forme d'autonomie accrue ? La réponse du SNP est simple et pragmatique : « [t]here is no shortcut to getting into the EU, you have to be an independent State »<sup>95</sup>. Comme le dit Keating : « [...] while the European project provides ideological sustenance to the post-sovereignty idea, the EU does not provide an institutional space for anything other than states »<sup>96</sup>. En effet, une des conditions fondamentales pour devenir membre de l'UE est la qualité d'Etat souverain<sup>97</sup>. En

outre, les Etats membres disposent du « pouvoir de dernier mot »<sup>98</sup> et sont, à ce titre, les acteurs principaux de l'UE, qui demeure en définitive un « club d'Etats »<sup>99</sup> ; c'est donc pourquoi le SNP continue de se tourner vers l'indépendance. Notons, du reste, que bien que l'UE reconnaisse un rôle aux entités infra-étatiques britanniques depuis la dévolution, elle a toujours mis un point d'honneur à respecter la centralité du Gouvernement britannique dans la prise de décision, comme cela s'est récemment vu lors des négociations pour le Brexit<sup>100</sup>.

Dans ce sens, il faut d'ailleurs souligner que le Brexit est utilisé par le SNP comme justification pour l'organisation d'un *Indyref2* car il a été rejeté par 62% des Ecosseis souhaitant rester dans l'UE, contre 51,9% de la population britannique, les Ecosseis étant par conséquent « forcés » contre leur volonté. Le SNP tente ainsi de légitimer sa demande d'*Indyref2* et son projet d'indépendance par l'argument de la ré-adhésion à l'UE. Il vise de la sorte un nouveau public cible d'Ecosseis n'étant, au départ, pas particulièrement favorables à l'indépendance mais étant par contre très attachés à l'UE. A cet effet, les membres du SNP ont livré une bataille acharnée pour contester les résultats territorialement asymétriques du Brexit (deux des quatre nations constitutives du Royaume-Uni se faisant emporter dans le départ par les deux autres) et les résultats des négociations entreprises par Londres. Le parti, sous le leadership de Nicola Sturgeon, a tenté de négocier un Brexit territorialement différencié pour l'Ecosse (en quelque sorte

<sup>94</sup> WALKER, *op. cit.*, p. 170.

<sup>95</sup> Discours de Michael Russell, SNP MSP et Cabinet Secretary for the Constitution, Europe and External Affairs lors du « Missing EU Already – Brexit Day Protest Rally », le 31 janvier 2020 à Edimbourg.

<sup>96</sup> KEATING, « A Quarter Century of the Europe of the Regions », *op. cit.*, p. 632.

<sup>97</sup> MARTI, *op. cit.*, p. 326.

<sup>98</sup> *Loc. cit.*,

<sup>99</sup> CETRÀ et LIÑEIRA, *op. cit.*, p. 727.

<sup>100</sup> LAGANA, *op. cit.*, pp. 36-37.

à l'instar de l'Irlande du Nord), mais se l'est vu refusé par Theresa May. Il a ensuite tenté d'obtenir un *soft* Brexit pour le Royaume-Uni dans son entièreté, voire d'annuler tout simplement le Brexit, mais en vain.

Néanmoins, l'attitude du SNP qui a focalisé toute son énergie pour empêcher le Brexit (jusqu'à l'arrivée de la crise du Covid-19) ne doit pas, selon nous, s'analyser uniquement sous l'angle de leur volonté de rester au sein de l'UE, mais aussi et surtout sous un angle démocratique et constitutionnel. En effet, si le SNP s'est énergiquement opposé au Brexit et a tout essayé pour l'éviter pour l'Ecosse, c'est parce qu'il voit cet événement comme un déni de démocratie, la voix des Ecossais ayant été méprisée, leurs intérêts négligés et leur volonté non-respectée par le Gouvernement britannique :

*« [T]his idea that we're equal nations and being listened to is just a myth! And we've seen that over Brexit, you know, we've put forward that Scotland didn't vote for Brexit, we put forward proposals to Government here in Scotland to put proposals to mitigate the damage that that might cause and try to keep us in the customs union and the single market. All of that has been totally ignored by a Government that's arrogant, thinks it knows best! »<sup>101</sup>.*

Le Brexit marque une rupture irréparable pour les représentants du SNP interrogés :

<sup>101</sup> Interview avec un SNP MSP, le 19 février 2020 à Edimbourg.

<sup>102</sup> Interviews avec plusieurs SNP MSPs et MPs, en février 2020 à Edimbourg.

l'Union britannique n'est plus en mesure de défendre les intérêts de la nation écossaise, car Londres l'entraîne dans la direction opposée à celle pour laquelle elle s'est majoritairement prononcée<sup>102</sup>.

Ainsi, si le SNP veut l'indépendance et non une forme accrue d'autonomie, c'est premièrement pour être en possession des leviers politiques nécessaires pour décider de l'avenir constitutionnel de l'Ecosse et mieux gérer les affaires intérieures<sup>103</sup>, mais également pour rejoindre l'UE et y avoir le même poids dans les processus décisionnels que les autres Etats membres<sup>104</sup>. Dans ce même ordre d'idées, les nationalistes sont convaincus que l'indépendance permettrait aussi une réelle relation d'égal à égal avec le Royaume-Uni, telle que l'Union britannique avait été envisagée au départ en 1707<sup>105</sup>.

En définitive, le SNP revendique l'indépendance, mais a tout de même l'intention de partager sa souveraineté dans les domaines qui nécessitent une action commune. Pour Marti :

*« l'effectivité de la souveraineté des Etats passe par la plus ou moins grande capacité des Etats de s'allier à leurs semblables afin de régler les problèmes – toujours plus nombreux – ayant une dimension transnationale, et d'atteindre une certaine 'masse critique' leur permettant de peser sur la communauté internationale afin de voir adopter des règles prenant en*

<sup>103</sup> Interview avec un SNP MSP, le 19 février 2020 à Edimbourg.

<sup>104</sup> HEPBURN et MCLOUGHLIN, *op. cit.*, p. 388.

<sup>105</sup> Interview avec un SNP MSP et Ministre au sein du Gouv. écossais, le 3 février 2020 à Edimbourg.

compte leurs intérêts et reflétant leurs préférences »<sup>106</sup>.

Une vision que partage également un parlementaire du SNP interrogé :

*« if the European Union didn't exist, I think we would have to set up something very much like it. It makes incredible sense for advanced, democratic, capitalist countries of a similar history and stage of development to work together in an economic sense, and then to use that to try and bring others up to their level through building the market and building the infrastructure, which has been the main economic project of the EU and has led to increased prosperity in this country and throughout the European Union. I think... the governance of it of course could have been improved, but I have no problem with the idea of pooling sovereignty with other people to get things done on a multinational basis you can't do on a single basis »<sup>107</sup>.*

## **6. Conclusion**

Le phénomène supranational européen présente de nombreux atouts pour les entités infra-étatiques qui aspirent à davantage d'autonomie, voire à l'indépendance. En effet, il contribue à un changement d'échelle dans la manière d'exercer les compétences des Etats qui en sont membres, inspirant par là de nouvelles façons de concevoir la souveraineté comme

pouvant être partagée. En consacrant la représentation des entités infra-étatiques et élaborant des politiques qui leur sont spécifiquement destinées, l'Union européenne permet non seulement à celles-ci de faire entendre leur voix indépendamment de celle de l'Etat central dont elles font partie et donc de s'en distinguer, mais aussi de prendre part à la décision et à la mise en œuvre de politiques régionales. La scène européenne devient ainsi un nouveau terrain de jeu et d'opportunités pour ces entités qui peuvent s'y insérer en tant qu'acteurs. Cet espace européen présente aussi l'avantage d'entraîner une intégration économique qui pallie les risques qu'une potentielle rupture avec l'Etat central causerait à ces entités grâce à la libre-circulation des biens, capitaux et personnes.

Ainsi, l'on peut affirmer que l'UE fournit un cadre politico-économique qui apparaît aux yeux de ces entités à la fois comme étant essentiel pour subvenir à leurs besoins, notamment économiques, et adéquat pour accommoder leur demande d'autonomie, voire d'indépendance. Dans ce contexte, une potentielle indépendance se profile comme étant plus réalisable qu'auparavant. D'où certains chercheurs affirment que l'intégration européenne engendre une montée des revendications nationalistes au sein de certaines régions.

Dans le cas précis du SNP, l'on ne peut soutenir qu'elle ait suscité le nationalisme écossais ou sa volonté d'indépendance. Loin de là, le parti était farouchement opposé à l'intégration européenne dans les années 1960 et 1970 et militait pour « *Independence nothing less* », c'est-à-dire un projet d'indépendance totale et absolue.

<sup>106</sup> MARTI, *op. cit.*, p. 327.

<sup>107</sup> Interview avec un SNP MP, le 31 janvier 2020 à Edimbourg.

Néanmoins, cette recherche soutient que le processus d'intégration européenne, conjugué à d'autres facteurs, a par contre contribué à la transformation du nationalisme écossais et à la modification de son projet d'indépendance.

En effet, dans les années 1980, les impacts de la globalisation sur la situation économique de l'Ecosse, ainsi que les politiques néolibérales de Thatcher firent apparaître la CEE comme un cadre rassurant, bénéfique et protecteur grâce auquel l'Ecosse n'aurait pas à subir les coûts d'une séparation qui la laisserait « seule face au monde ». Le SNP se fixa alors pour objectif d'accéder à l'indépendance au sein de la CEE, tout en embrassant l'idée de partager certains pans de sa souveraineté avec d'autres États membres et en adoptant ses valeurs et principes. Grâce à la structure d'opportunités qu'offre l'UE, le SNP a pu faire entendre sa voix et ses intérêts au travers de ses *MEPs*, mais aussi grâce aux bureaux de liaison que le Gouvernement écossais a établi dans plusieurs grandes villes européennes ; ce qui a contribué au développement de sa paradiplomatie et accru sa visibilité. Plus récemment, le Brexit a montré aux yeux du monde une Ecosse europhile et distincte de l'Angleterre, dont le SNP profite pour donner une image positive de sa revendication nationaliste avec son nouveau slogan « *Scotland's Right to Choose* », mais aussi pour motiver sa demande d'un nouveau référendum d'indépendance à l'issue duquel l'indépendance permettrait à l'Ecosse de re-adhérer à l'UE. Cette combinaison de facteurs a concouru au façonnement d'un nationalisme civique, inclusif, démocratique et post-souverain qui apparaît plus crédible aux yeux de nombreux observateurs et dont le projet

d'indépendance est davantage susceptible de recevoir une reconnaissance internationale.

## Bibliographie

### Ouvrages

- JACKSON, B., *The case for Scottish independence – A history of nationalist political thought in modern Scotland*, Cambridge, Cambridge University Press, 2020, 210 p.
- KEATING, M., *Plurinational Democracy: Stateless Nations in a Post-Sovereign Era*, Oxford, Oxford University Press, 2001, 212 p.
- TETART, F., *Nationalismes régionaux : un défi pour l'Europe*, Louvain-La-Neuve, De Boeck, 2009, 144 p.
- THOMSEN, R. C., *Nationalism in Stateless Nations: Images of Self and Other in Scotland and Newfoundland*, Edinburgh, John Donald, 2010, 273 p.

### Chapitres d'ouvrages

- HEPBURN, E., « Scottish autonomy and European integration: The response of Scotland's political parties » dans KEATING, M. et McGARRY, J., *European integration and the nationalities question*, London, Routledge, 2006, pp. 225-238.
- JONES, B. et KEATING, M., « Nations, Regions, and Europe: The UK Experience », dans JONES, B. et KEATING, M., *The European Union and the Regions*, Oxford, Oxford University Press, 1995, pp. 89-115.
- KEATING, M., « Europeanism and Regionalism », dans JONES, B., et KEATING, M., *The European Union and the Regions*, Oxford, Oxford University Press, 1995, pp. 1-19.
- KEATING, M. et al., « States, sovereignty, borders and self-determination in Europe », dans JORDANA, J. et al. (eds.), *Changing borders in Europe: exploring the dynamics of integration, differentiation, and self-determination in the European*

*Union*, New York, Routledge, 2019, pp. 1-20.

- REQUEJO, F. et NAGEL, K-J., « Democracy and borders: external and internal secession in the European Union », dans JORDANA, J. et al. (eds.), *Changing borders in Europe: exploring the dynamics of integration, differentiation, and self-determination in the European Union*, New York, Routledge, 2019, pp. 146-162.
- WALKER, N., « Teleological and reflexive nationalism in the new Europe », dans JORDANA, J. et al. (eds.), *Changing borders in Europe: exploring the dynamics of integration, differentiation, and self-determination in the European Union*, New York, Routledge, 2019, pp. 163-180.

### Articles scientifiques

- CETRÀ, D. et LIÑEIRA, R., « Breaking-up within Europe: Sub-state Nationalist Strategies in Multilevel Politics », *Journal of Common Market Studies*, vol. 56, n°3, 2018, pp. 717-729.
- DEVENNEY, A. D., « Joining Europe: Ireland, Scotland, and the Celtic Response to European Integration, 1961-1975 », *Journal of British Studies*, vol. 49, n°1, 2010, pp. 97-116.
- DIXON, K. « Le Retour Du Chardon : Nationalisme et Dévolution En Écosse (1967-1999) », *Etudes Anglaises*, vol. 59, n°4, 2006, pp. 441-452.
- ELIAS, A., « Making the economic case for independence: The Scottish National Party's electoral strategy in post-devolution Scotland », *Regional and Federal Studies*, vol. 29, n°1, 2019, pp. 1-23.
- GOUNIN, Y., « Les dynamiques d'éclatements d'États dans l'Union européenne : casse-tête juridique, défi

- politique », *Politique étrangère*, Hiver n°4, 2013, p. 11-22.
- HEPBURN, E. et McLOUGHLIN, P. J., « Celtic Nationalism and Supranationalism: Comparing Scottish and Northern Ireland Party Responses to Europe », *The British Journal of Politics and International Relations*, vol. 13, n°3, 2010, p. 383-399.
- KEATING, M., « A Quarter Century of the Europe of the Regions », *Regional and Federal Studies*, vol. 18, n° 5, 2008, pp. 629-635.
- KERNALEGENN, T. et PASQUIER, R., « Les régions contre l'Etat ? Capacité politique et fragmentation territoriale en Europe », *Droit et société*, vol. 98, n°1, 2018, pp. 71-89.
- LAGANA, G., « Has the European Union empowered the regions? A pre- and post-Brexit preliminary investigation of the United Kingdom », *European Urban and Regional Studies*, vol. 28, n°1, 2021, pp. 34-39.
- LEITH, M. S., « Scottish National Party Representations of Scottishness and Scotland », *Politics*, vol. 28, n°2, 2008, pp. 83-92.
- LEYDIER, G., « Les années Thatcher en Écosse : l'Union remise en question », *Revue française de science politique*, vol. 44, n°6, 1994, pp. 1034-1053.
- MARTI, G., « Ce que l'Union européenne fait à l'Etat. Recherches sur l'incidence de l'appartenance à l'Union européenne sur les Etats-nations », *Civitas Europa*, vol. 38, n°1, 2017, pp. 317-335.
- PAQUIN, S., « Globalization, European integration and the rise of neo-nationalism in Scotland », *Nationalism and Ethnic Politics*, vol. 8, n°1, 2002, pp. 55-80.
- PETIT, Y., « L'intégration de l'Union européenne : facteur de fragmentation nationale ? », *Civitas Europa*, vol. 38, n°1, 2017, pp. 411-430.
- SAUNDERS, R., « Brexit and Empire: 'Global Britain' and the Myth of Imperial Nostalgia », *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, vol. 48, n°6, 2020, pp. 1140-1174.
- SCHNAPPER, P., « From One Referendum to the Other: the Scottish Dimension to the Debate over Europe », *Revue française de civilisation britannique*, XX-2, 2015, pp. 1-11.

### Documents officiels

- SNP, *European Election Manifesto 2019: Scotland's for Europe*, 2019, 18 p.
- SNP, *SNP Manifesto 2019: Stronger for Scotland*, 2019, 52 p.
- SNP, *SNP Manifesto 2021: Scotland's Future*, 2021, 75 p.

### Interviews

- Interviews avec onze *Members of the Scottish Parliament* et deux *Members of the UK Parliament* du SNP durant le mois de février 2020 à Edimbourg.
- Discours de trois *Members of the UK Parliament*, deux *Members of the European Parliament* et deux *Members of the Scottish Parliament* et également Ministres au sein du *Scottish Government*, tous issus du SNP lors du « Missing EU Already – Brexit Day Protest Rally », le 31 janvier 2020 à Edimbourg.

### **About CEFIR:**

The Center for International Relations Studies (CEFIR) is an integral part of the Political Science Department of the University of Liège (ULiège).

#### Address:

Department of Political Science  
Faculty of Law, Political Science and  
Criminology  
University of Liège  
Quartier Agora, Place des Orateurs, 3  
4000 Liège (Sart Tilman)  
Belgium.

Website: [www.cefir.uliege.be](http://www.cefir.uliege.be)

© 2022 CENTER FOR INTERNATIONAL  
RELATIONS STUDIES (CEFIR)



**Note:** This paper represents the views of the author, not the position of the Center for International Relations Studies (CEFIR).

#### **How to reference this paper:**

Camille Schmitz, « Le phénomène supranational à la rescousse des entités infra-étatiques ? Le cas de l'Écosse au sein de l'Union européenne », *CEFIR Working Paper*, N° 10, Février 2022, pp. 1-22.

